



LE CHIEN DE GARDE

Bulletin

WWW.OMBUDSMAN.ON.CA

ABONNEZ-VOUS À NOTRE E-BULLETIN

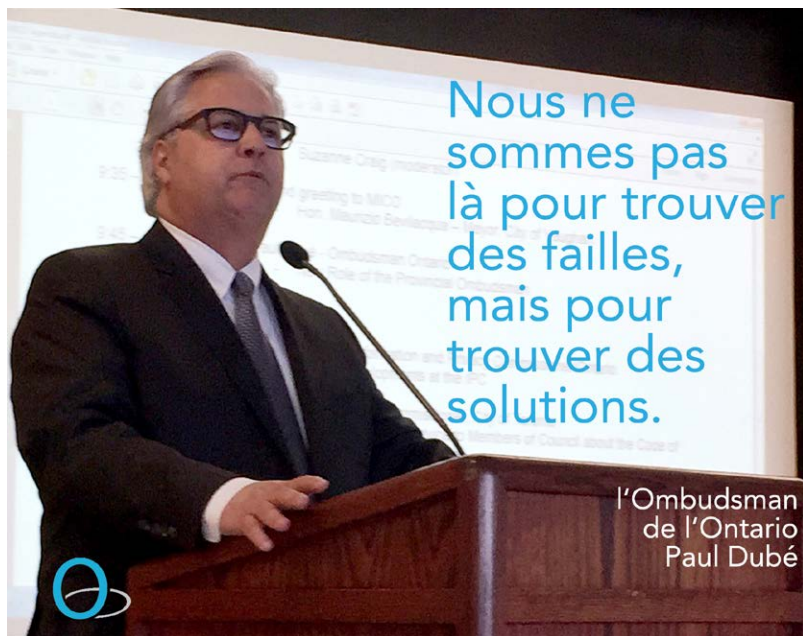
DÉSABONNEZ-VOUS

ENGLISH

Renforcer la responsabilisation municipale

Le nouvel Ombudsman s'adresse aux commissaires à l'intégrité municipaux

Soulignant que « nous sommes collègues, sinon partenaires, dans le même secteur d'activités », l'Ombudsman de l'Ontario Paul Dubé a affirmé aux commissaires à l'intégrité municipaux de la province que son Bureau est là pour les appuyer dans leur rôle, et pour agir comme un « agent de changement positif ».



« Mon Bureau continue d'encourager les municipalités à nommer leurs propres agents de responsabilisation », a dit M. Dubé à la réunion de printemps des Commissaires à l'intégrité municipaux de l'Ontario, à Vaughan, le 26 avril. « Nous sommes un lieu de dernier recours, pour veiller à ce que les mécanismes locaux fonctionnent bien et pour recommander des moyens de les améliorer. »



AVRIL 2016

L'Ombudsman enquête sur les plaintes du public à propos des organismes du gouvernement de l'Ontario et du secteur parapublic. Son Bureau surveille plus de 1 000 ministères, agences, tribunaux, conseils, commissions, sociétés de la Couronne, et les conseils scolaires, les municipalités et les universités. L'Ombudsman Paul Dubé a pris son poste le 1er avril.

[PORTEZ PLAINTÉ EN LIGNE](#)

Ombudsman Ontario

Bell Trinity Square
483, rue Bay, 10e étage, Tour Sud, Toronto,
ON
M5G 2C9

Téléphone : 1-800-263-1830

Télécopieur : 416-586-3485

ATS : 1-866-411-4211

Courriel : info@ombudsman.on.ca



VIDÉO :

À quoi s'attendre quand l'Ombudsman appelle

Les vidéos de nos webinaires pour les

Depuis le 1^{er} janvier, le Bureau de l'Ombudsman a reçu plus de 1 100 plaintes à propos de 240 municipalités différentes, la conduite des membres des conseils municipaux étant le tout premier sujet de ces plaintes, a dit M. Dubé. La plupart d'entre elles ont déjà été réglées.

En ce qui concerne les plaintes sur les commissaires à l'intégrité (sept jusqu'à présent), M. Dubé a fait savoir que son Bureau avait généralement conclu que leurs mesures d'action étaient raisonnables – mais avait préconisé dans certains cas d'améliorer le processus pour tous les intéressés.

« Bien que chaque cas soit différent, et que chaque municipalité soit différente, nous les encourageons à mettre en place leurs commissaires à l'intégrité, leurs codes de conduite et des processus clairs de plainte », a-t-il ajouté. « Jusqu'à présent, nous n'avons pas encore mené d'enquête officielle, mais quand nous le ferons, je n'hésiterai pas à recommander que les municipalités prennent ces mesures afin d'améliorer la responsabilisation locale. »

Étaient aussi présents lors de cette réunion des officiers de l'Assemblée législative, collègues de M. Dubé, le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée Brian Beamish et le Commissaire provincial à l'intégrité David Wake.

Le maire de Vaughan, Maurizio Bevilacqua, a souhaité la bienvenue aux membres du groupe, les incitant à « rester vigilants » dans leur rôle de surveillance. « Gardons à ce monde toute l'honnêteté possible », a-t-il dit.

Évaluation juste



Alors que la Société d'évaluation foncière des municipalités envoie ses plus récents avis d'évaluation partout dans la province, sa haute direction a rencontré le personnel de l'Ombudsman, le 21 avril, pour partager l'information qu'elle donne aux propriétaires fonciers. La nouvelle documentation de la société aide

municipalités et les conseils scolaires sont désormais en ligne ici.

Vidéo pour [municipalités](#)



Vidéo pour [conseils scolaires](#)



Ces vidéos existent uniquement en anglais, mais nous allons organiser un webinaire en français très bientôt.

LIAISON

Le personnel de l'Ombudsman a rendu visite à divers groupes pour expliquer comment nous pouvons apporter notre aide.

[Society of Ontario Adjudicator and Regulators](#) -

5 avril

[Association of Municipal Managers, Clerks and Treasurers of Ontario](#)

- 6, 14, 19, 20, 26, 29 avril

[Ontario Coalition for Children and Youth Mental Health](#) - 7 avril

[Ottawa Carleton District School Board](#) - 12 avril

[Ontario Public Supervisory Officers' Association](#) - 13 avril

[Coalition ontarienne des écoles en santé](#)

- 14 avril

[Ontario Municipal Human Resources Association](#) - 15 avril

[Ontario Federation of Home and School Associations](#) - 16, 17 avril

[Ottawa Carleton Assembly of School Councils](#) -

21 avril

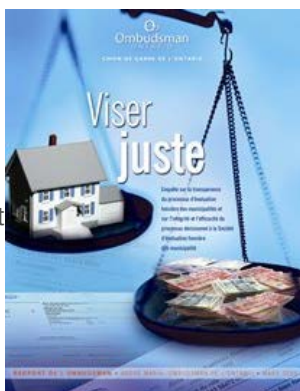
[Northwestern Ontario Municipal Association](#) -

27-29 avril

Contactez thewatchdog@ombudsman.on.ca pour nous informer d'un événement auquel nous pourrions souhaiter participer

les propriétaires à voir comment la valeur de leur propriété a été évaluée.

Notre Bureau suit la situation à la SEFM depuis la parution de notre rapport en 2006, [Viser juste](#), sur notre enquête résultant de plus de 3 700 plaintes à propos de cette société. À la suite de cette enquête, le gouvernement a gelé les évaluations durant deux années, le temps de permettre à la SEFM d'appliquer les recommandations de l'Ombudsman.



Levée de drapeau pour l'autisme



L'Ombudsman Paul Dubé s'est adressé à un groupe rassemblé pour la cérémonie de levée du drapeau à l'hôtel de ville à Toronto le 4 avril, à l'occasion de la [Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme](#).

M. Dubé s'est souvenu à quel point il avait trouvé encourageante sa visite de Brighton Launch, un programme pour les jeunes adultes qui ont des défis d'apprentissage. Lors de cette visite, peu avant de prendre son poste d'Ombudsman, il a vu personnellement l'un des nombreux programmes de soutien communautaire aux personnes ayant des besoins exceptionnels, dans notre province.

Secteur parapublic : Dossiers récents

Les plaintes que nous avons reçues dans le cadre du nouveau mandat de l'Ombudsman au sujet des municipalités, des universités et des conseils scolaires ont largement dépassé les 1 000. La plupart de ces cas ont été réglés de manière informelle, généralement en aiguillant les dossiers vers les responsables locaux; aucune enquête officielle n'a été ouverte jusqu'à présent.

Depuis le 1^{er} janvier, notre Bureau a reçu **1 212** plaintes à propos des **municipalités**, sur des sujets très divers allant des services

NOUS AVONS UN POSTE POUR VOUS

Nous sommes constamment à la recherche de gens de talent qui aimeraient se joindre à nos équipes **de communications, de règlement préventif et de services juridiques**.

Actuellement, des postes sont à pourvoir dans chacun de ces trois départements. Vous êtes un étudiant en droit qui rêve de prendre son envol professionnel? Si vous avez répondu oui à cette question, cliquez [ici](#) pour plus de renseignements. Vous aimez analyser et cerner les problèmes? Un emploi dans notre service de règlement préventif pourrait être idéal pour vous. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#). Vous aimez analyser et cerner les problèmes? Un emploi dans notre service de règlement préventif pourrait être idéal pour vous. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#) pour plus de renseignements.

RÉUNIONS À HUIS CLOS

L'enquête de l'Ombudsman a conclu que le Conseil du Canton de Russell avait enfreint la *Loi sur les municipalités* quand il avait discuté de la rémunération des conseillers en séance à huis clos. [Lire le rapport](#)

NOUVEAU BROCHURES

municipaux à la conduite des conseils, en passant par les services de déneigement. Dans l'un des cas, le greffier d'une ville s'est adressé à notre Bureau car son Conseil local, qui envisageait de créer un code de conduite, croyait qu'il n'avait pas besoin de nommer un commissaire à l'intégrité étant donné que toutes les plaintes sur le code de conduite pourraient être adressées à l'Ombudsman, en vue d'un examen. Nous avons expliqué que notre Bureau ne remplace pas un commissaire à l'intégrité – bien au contraire, nous encourageons les municipalités à avoir leur propre agent de responsabilisation et leur propre processus de plaintes. Nous avons donné des renseignements sur le rôle de l'Ombudsman au greffier, pour qu'il les communique au Conseil.

Depuis le 1^{er} septembre, nous avons reçu **444** plaintes à propos des **conseils scolaires**. Notre Bureau a aiguillé les plaignants dans la bonne direction et les a aidés à régler des problèmes complexes. Dans l'un des cas, un parent a communiqué avec notre Bureau dans le sillage de l'examen de sa plainte par le conseil scolaire, au sujet d'un conflit d'intérêts pour deux conseillers scolaires qui avaient participé à des décisions menant à fermer une école secondaire locale. Le directeur de l'éducation du conseil scolaire avait conclu qu'il n'y avait pas de conflit. Lors de notre examen sur la manière dont le conseil scolaire avait traité la question, nous avons déterminé que le processus suivi par lui avait pour but de traiter des plaintes de conflits d'intérêts provenant de conseillers scolaires, et non pas du public. Nous poursuivons l'affaire avec le conseil scolaire, pour souligner la nécessité d'instaurer un processus clair de traitement des plaintes du public.

Les plaintes que nous recevons à propos des **universités** sont en hausse elles aussi, avec **104** plaintes durant les deux premiers mois. Le personnel de l'Ombudsman continue de faire un suivi des tendances de plaintes et de régler les problèmes individuels. Dans le cas d'une plainte récente, un étudiant qui voulait faire un baccalauréat



**Vous tournez en rond?
Nous pouvons vous aider.**



Vous pouvez vous plaindre à l'Ombudsman si vous avez un problème non résolu avec l'un de ces organismes financés par des fonds publics en Ontario :

- Organismes du gouvernement provincial
- Municipalités
- Universités
- Conseils scolaires

Nous pouvons :

- Vous indiquer la bonne direction
- Réduire les tracasseries administratives
- Régler le problème
- Enquêter sur des questions systémiques
- Recommander des solutions

Indépendant Impartial Confidentiel Gratuit

www.ombudsman.on.ca ☎ 1-800-263-1830



@Ont_OmbudsmanFR



OntarioOmbudsman

Vous n'allez nulle part? ([PDF](#) | [PDF accessible](#))

Vous tournez en rond? ([PDF](#) | [PDF accessible](#))

Vous vous heurtez à un mur? ([PDF](#) | [PDF accessible](#))

Vous cherchez des directions? ([PDF](#) | [PDF accessible](#))

Vous êtes face à un dédale? ([PDF](#) | [PDF accessible](#))

Si vous souhaitez des copies de ces brochures, veuillez communiquer avec nous à

thewatchdog@ombudsman.on.ca.

RESTEZ EN CONTACT

L'Ombudsman compte maintenant plus de **4 285** fans sur [Facebook](#) et **36 477** sur [Twitter](#) ! Restez en contact avec nous grâce aux médias sociaux ou envoyez-nous un mot à lechiendegarde@ombudsman.on.ca

Restez en connexion avec notre Bureau dans les deux langues officielles! Suivez notre compte Twitter en français : [@Ont_OmbudsmanFR](#).

NOUVELLES DES ENQUÊTES

en éducation s'est plaint que sa demande d'admission avait été rejetée, car il avait inclus à sa demande une expérience d'enseignement individualisé – il a précisé que l'université n'avait pas dit clairement qu'il ne devrait pas le faire. Nous lui avons conseillé de s'adresser au service de règlement des différends de l'université. Notre personnel a expliqué que notre Bureau est un lieu de dernier recours, mais que nous pourrions examiner la réponse de l'université s'il n'était pas satisfait du processus interne de règlement des plaintes.

[Consultez nos brochures](#) pour en savoir plus sur les plaintes à propos des municipalités, des universités et des conseils scolaires, ou [remplissez un formulaire de plainte ici](#).

Vous avez une plainte à propos d'une municipalité? [Lisez ceci d'abord](#)

Vous avez une plainte à propos d'une université? [Lisez ceci d'abord](#)

Vous avez une plainte à propos d'un conseil scolaire? [Lisez ceci d'abord](#)

[Directives de l'Ontario à la police sur le désamorçage des conflits :](#)

L'enquête est terminée et le rapport préliminaire en est à l'étape finale de rédaction et de mise à jour.

[Adultes ayant une déficience intellectuelle, en situation de crise :](#)

Le personnel continue de régler les dossiers individuels et de prendre les plaintes – plus de 1 300 jusqu'à présent. L'enquête systémique d'envergure est terminée et nous rédigeons actuellement le rapport.

Office of the Ombudsman of Ontario | Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario

1-800-263-1830 - Complaints Line | Ligne des plaintes | 1-866-411-4211 - TTY | ATS

Bell Trinity Square, 483 Bay St., 10th Floor, South Tower

Bell Trinity Square 483, rue Bay 10e étage, Tour Sud, Toronto, Ontario, M5G 2C9, Canada

If you received this newsletter in French and would like to get it in English, [send us an email](#).